



Syrie : La caravane passe, les chiens aboient

Par [Pierre Khalaf](#)

Mondialisation.ca, 28 février 2012

neworientnews.com 28 février 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les pays occidentaux en général ont offert au monde entier une bonne leçon de démocratie à l'occasion de la réunion des « Amis de la Syrie ». Organisée en Tunisie, cette rencontre a groupé une soixantaine de pays, d'organisations internationales et d'ONG, mais a été boycottée par la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran, le Liban, les pays d'Amérique latine... une bonne moitié de l'humanité quoi !

C'est ainsi que la réunion a imposé le *Conseil national syrien* (CNS) comme seul représentant de l'opposition syrienne, premier pas avant pour l'imposer comme représentant légitime et unique de tout le peuple syrien. Plus besoin donc d'organiser des consultations populaires et des élections, le représentant du peuple syrien est connu et a été désigné par l'Occident et par les pétromonarchies du Golfe, qui non seulement n'ont jamais connu d'élections, mais ne disposent même pas de Constitutions au XXIème siècle.

Cette attitude anti-démocratique a poussé une grande partie de l'opposition, regroupée au sein du Comité de coordination pour le changement national et démocratique (CCCND) - dirigé par Hassan Abdel Azim et Haïtham Manna, et qui compte des personnalités indépendantes et des partis nationalistes arabes, kurdes, socialistes et marxistes-, à boycotter la réunion de Tunis, contestant la reconnaissance du *Conseil national syrien*.

Le CCCD a également accusé la réunion de Tunis de vouloir « *laisser la question de l'armement ouverte et ouvrir la voie à l'acceptation par la communauté internationale de l'idée d'une intervention militaire étrangère* », en « *contradiction claire et nette avec les intérêts du peuple syrien* ».

Effectivement, la réunion de Tunis a posé les jalons pour une officialisation de l'armement de l'opposition, qui a commencé, en réalité, il y a près d'un an. Mais le rythme de l'ingérence dans les affaires syriennes a été jugé trop lent et insuffisant par le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Séoud Al-Fayçal - il faut rappeler au passage que l'Arabie saoudite est le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire -, qui s'est retiré de la réunion en signe de protestation.

La réunion de Tunis est en fait un échec de plus (pour les adversaires du président Bachar Al-Assad - nda) dans la confrontation avec la Syrie.

Les divergences étaient claires aussi bien entre les pays participants qu'entre les différentes factions de l'opposition syrienne. Sans compter les manifestations organisées par le peuple tunisien pour dénoncer la tentative de détruire un des derniers bastions de l'arabité.

Pendant que l'Occident et les monarchies absolutistes du Golfe choisissaient à la place du

peuple syrien son représentant, le gouvernement à Damas organisait, dimanche, un referendum sur la nouvelle Constitution. Le projet répond à presque toutes les revendications de l'opposition : abolition de l'article 8 qui impose le monopole du parti Baas sur le pouvoir, instauration du multipartisme et limitation des mandats présidentiels à deux seulement...

Comme l'avait annoncé dès le départ le président Bachar al-Assad, les réformes se poursuivront en parallèle à la lutte contre les groupes extrémistes armés qui tentent de détruire l'État syrien et de morceler la géographie du pays.

En Syrie : la France, alliée des passeurs clandestins

L'ambassadeur de France à Beyrouth, Denis Pietton, a visité la région de Baalbeck, à l'est du Liban, la semaine dernière. La vérité est que le diplomate a transporté dans les voitures portant des plaques d'immatriculation de son ambassade une délégation militaire et sécuritaire française dans le Nord de la Békaa, près de la région frontalière limitrophe à la province syrienne de Homs. Dans cette zone, en territoire syrien, se trouvent des officiers et des experts militaires travaillant pour le compte des services de renseignements français, certains usurpant l'identité de journalistes, tous entrés illégalement en Syrie.

Denis Pietton s'est rendu à Baalbeck pour couvrir la mission de cette délégation qui visait à évacuer, par des voies de passage illégales, les morts et les blessés ainsi que d'autres membres de services de renseignement français pris au piège à Homs après l'effondrement des groupes extrémistes armés auprès desquels ils étaient détachés pour leur fournir une expertise dans les domaines des tactiques militaires et des techniques de guérilla urbaine.

Des rapports et des articles de presse occidentaux ont évoqué à plusieurs reprises ces derniers mois les interventions françaises directes en Syrie, en utilisant le Liban comme base de départ pour ces ingérences. De nombreux articles ont fait état d'officiers des renseignements français supervisant l'organisation et la structuration des groupes armés dans le Liban-Nord, en prévision à leur envoi en Syrie. Ces derniers mois, de véritables filières de passeurs clandestins ont été mises en place pour introduire en Syrie des ressortissants occidentaux, sous couvert de journalistes, mais qui sont souvent des agents de liaison ou des experts militaires.

Nous sommes donc devant un pays qui se considère comme une grande puissance et qui a recours aux contrebandiers et aux trafiquants sans foi ni loi pour introduire ses agents en Syrie, et qui tente de les faire sortir par les mêmes moyens après l'encerclement des groupes extrémistes par l'armée syrienne. Cependant, les troupes régulières syriennes avaient aussi resserré l'étau autour des passages clandestins à la frontière syro-libanaise, rendant impossible toute évacuation par ces voies.

Les autorités françaises se sont finalement résignées à faire ce qu'elles tentaient d'éviter à tout prix : parler au pouvoir damascène pour évacuer morts, blessés et détenus. C'est pour cela que l'ambassadeur Eric Chevallier a été renvoyé d'urgence à Damas pour négocier les modalités de cette opération. Cependant, il est apparu que ce sont les derniers groupes armés, encore retranchés dans certaines ruelles de Bab Amr, qui entravent la conclusion d'un accord pour l'évacuation des blessés.

Les autorités françaises et d'autres pays européens devront calmer leur nerf et faire preuve d'une plus grande modestie lorsque la Syrie commencera à divulguer, preuves à l'appui, le

nombre et la nationalité des agents « *undercover* » arrêtés ces derniers temps en territoire syrien : des Français, bien entendu, mais aussi des Allemands, des Britanniques, des Turcs, des Saoudiens et des Qataris.

Déclarations de Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Il faut chercher les doigts d'Israël derrière tout ce qui se passe, notamment derrière les tentatives de semer le chaos dans la région. »

Israël ne veut pas d'un Irak fort, ce serait donc la raison des attaques actuelles, même si les exécutants sont parfois des extrémistes. Selon les données des services irakiens, ces mouvements sont infiltrés par les services américains et israéliens.

C'est aussi dans cette optique qu'il faut placer les dernières menaces d'effacer le Liban de la carte du monde attribuées au Premier ministre israélien. Mais de telles menaces n'effraient nullement la Résistance qui a affronté Israël même lorsque celui-ci était considéré comme très puissant.

La région traverse actuellement une période très sensible. Après la décennie 2000-2010, au cours de laquelle il s'agissait de liquider la cause palestinienne et de créer un Nouveau Moyen-Orient, c'est désormais la période où il s'agit de morceler la région et de l'entraîner dans des conflits interminables. C'est pourquoi il faut tout faire pour encercler, étouffer et empêcher l'extension de la discorde vers d'autres scènes.

Au Liban, cela signifie que tout le monde peut exprimer son opinion, sur la crise syrienne et sur tous les points qu'il souhaite évoquer, mais en évitant d'exacerber les sentiments confessionnels. Le gouvernement devrait se pencher sur le dossier des ressources pétrolières et gazières pour mettre un terme à l'endettement en utilisant la richesse que Dieu nous a donnée. Regardez un peu : pendant que certains discutent des armes du Hezbollah, les Israéliens construisent des installations et veulent les protéger des armes du Hezbollah. Ils pillent systématiquement les ressources qui appartiennent aux Palestiniens.

Il ne faut surtout pas compter sur l'aide de la communauté internationale qui ne donne rien sans contrepartie. La décision souveraine ne peut être garantie si on est lié à l'étranger. Regardez comment les États-Unis sont en train d'utiliser l'arme économique contre l'Égypte et indirectement contre Gaza privée d'électricité.

Les accusations portées contre le Hezbollah et le Hamas qui, selon l'ancien ministre de l'Intérieur égyptien actuellement sous les verrous, auraient tiré contre les manifestants place Tahrir, sont ridicules. Elles sont si énormes qu'elles n'ont même pas été reprises par certains ici... On a ensuite accusé le Hezbollah d'édifier des bases en Amérique latine, puis en Afrique et bientôt en Inde. Ne vous laissez pas influencer par de telles grossièretés. Le Hezbollah n'intervient pas dans les affaires internes d'un pays. Il ne prend en compte que les considérations stratégiques.

Dans ce contexte, les États-Unis et leurs alliés veulent laisser la Syrie plonger dans le chaos, en poussant vers une lutte entre les Syriens ou entre les Arabes, sans vouloir envoyer un seul soldat américain ou de l'Otan en Syrie, mais en interdisant toute solution politique. Il faut donc écouter, comme ils disent, le peuple en Syrie, mais pourquoi pas à Bahreïn ou en Arabie saoudite, où il est interdit de s'exprimer, notamment à Katif et Awamiya, la région la plus riche en ressources du royaume, mais la plus pauvre économiquement.

Le régime syrien a proposé le dialogue, mais l'opposition a rejeté cette offre. Les Américains et les Israéliens ne parviendront pas à leurs fins, car il existe une prise de conscience dans le monde arabo-islamique de la réalité de leurs projets et les Américains ne parviendront pas à redorer leur image, tant qu'ils continueront à ne tenir compte que d'Israël. »

New Orient News (Liban)

Rédacteur en chef : Pierre Khalaf (*)

Tendances de l'Orient No 72, 27 février 2012

La source originale de cet article est neworientnews.com

Copyright © [Pierre Khalaf](http://PierreKhalaf.com), neworientnews.com, 2012

Articles Par : [Pierre Khalaf](http://PierreKhalaf.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca